

I. UN LONG XIX^E SIÈCLE

Il est nécessaire de présenter, même à très grands traits, ce long XIX^e siècle, pour comprendre les espoirs d'une partie des catholiques qui estimaient qu'il était temps d'en sortir. Face à la Révolution, qui vient briser l'union du trône et de l'autel (cette alliance étroite, quoique parfois tumultueuse, entre l'Église et la monarchie), qui apporte par exemple l'égalité civile des citoyens, quelle que soit leur religion, face au lot de persécutions contre l'Église (le pape Pie VI lui-même est fait prisonnier), l'Église catholique adopte largement une attitude intransigeante. En effet, elle refuse le monde né des principes de 1789, parce que ceux-ci se caractérisaient fondamentalement par l'oubli des droits de Dieu, par l'autonomie d'un homme qui refuserait de puiser ailleurs qu'en lui-même les principes d'organisation de la société. Bref, une société sécularisée, qui ne serait donc plus structurée par les principes religieux, ne pourrait que courir à sa perte. Cette attitude de repli de l'Église catholique ne pouvait qu'être renforcée par la crainte des papes de voir leurs États grignotés par la naissance d'un État italien unifié, dans lequel ils voyaient une preuve supplémentaire de la nocivité des principes libéraux.

Deux textes symbolisent bien cet état d'esprit, et montrent à quel point l'Église pouvait alors se montrer à contre-courant de prétentions jugées légitimes par une partie de la population. Ainsi Grégoire XVI, dans l'encyclique *Mirari vos* (1832), a des mots très durs pour la liberté de presse par exemple. Selon lui, il s'agit de la « liberté la plus funeste, liberté exécrationnelle, pour laquelle on n'aura jamais assez d'horreur et que certains hommes osent avec tant de bruit et tant d'insistance, demander et étendre partout ». Si le pape l'a en telle horreur, c'est qu'une telle liberté permet à toutes les opinions de s'ex-

primer, et, partant, de voir s'étaler des « monstres de doctrines », « des prodiges d'erreurs ». La conséquence est funeste, car « une fois rejetés les liens sacrés de la religion, qui seuls conservent les royaumes et maintiennent la force et la vigueur de l'autorité, on voit l'ordre public disparaître, l'autorité malade, et toute puissance légitime menacée d'une révolution toujours plus prochaine. » Le *Syllabus* de Pie IX (1854) est le deuxième grand texte symbolique de ce courant de pensée. Il s'agit d'une collection de 80 propositions jugées erronées par la papauté. La dernière résume bien l'ensemble en ce qu'elle condamne l'idée selon laquelle le pape devrait « transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ».

Cet intransigeantisme (refus de transiger), ce complexe d'une Église qui se pense comme citadelle assiégée, agressée par le monde moderne, et qui organise par conséquent une sorte de contre-société, avec ses écoles, ses hôpitaux, sa presse, ses syndicats, etc., marque durablement l'Église catholique. Certes, il existe également des catholiques libéraux, qui plaident pour « une Église libre dans un État libre », comme l'ont dit Cavour en Italie ou Montalembert en France, mais un tel courant est très loin d'être majoritaire, d'autant que, dans un tel contexte, il faut serrer les rangs ; qui mieux alors que le pape pour être le symbole de l'unité ?

C'est, en effet, un autre trait important de ce long XIX^e siècle, que la place de plus en plus grande prise par la papauté. Désormais, grâce à la diffusion de feuilles imprimées à bon marché, les catholiques connaissent non seulement le nom du pape, mais aussi son visage, et l'on voit la personne du pape être l'objet d'une quasi dévotion. Aussi la centralisation romaine connaît-elle un grand essor. Celle-ci n'est pas absolument neuve, mais le

Une vision strictement hiérarchique de l'Église, illustration tirée du catéchisme du diocèse d'Arras, 1948.

rôle du pape est sans commune mesure avec ce qu'il était au XVIII^e siècle. Les papes deviennent, en effet, enseignants de façon bien plus ample que précédemment, notamment par le biais d'encycliques. Si les papes ont depuis longtemps condamné les erreurs, ils ne fournissent guère l'opinion correcte. Or, les encycliques, de plus en plus nombreuses, tendent désormais à condamner les erreurs, mais aussi à présenter en détail les sujets qu'elles traitent. Ce prestige de l'enseignement pontifical est encore renforcé par le premier concile du Vatican qui définit l'infaillibilité pontificale sur les questions de foi et de mœurs, lorsque le pape s'exprime *ex cathedra* (il ne s'agit donc pas d'une qualité ordinaire du pape). L'Église apparaît bien comme strictement hiérarchique, avec le pape à sa tête, ce qui comporte un double risque. D'une part, celui d'assimiler les évêques à un rôle de légats des papes, sans grande considération pour le fait qu'ils sont aussi successeurs des apôtres. D'autre part, celui de ne faire des laïcs que des membres d'un troupeau docile. Le pape Pie X, dans l'encyclique *Vehementer nos* (1907), insiste ainsi fortement sur cette structure hiérarchique, en décrivant « une société comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau ». Le devoir des premiers étant de diriger la multitude qui « n'a pas d'autre devoir que celui de se laisser conduire, et, troupeau docile, de suivre ses pasteurs ».

Ce complexe d'une Église assiégée ne fait que se renforcer avec la crise moderniste, au tournant des XIX^e et XX^e siècles. La crise est complexe, multiforme car il n'existe pas



un modernisme clairement défini auquel se rattacherait tous les protagonistes. La crise naît du décalage entre les acquis de la recherche historique, biblique, et l'enseignement catholique. Peut-on, par exemple, vraiment penser que Noé a réuni tant d'animaux dans une arche ? Moïse a-t-il vraiment écrit le Pentateuque (les cinq premiers livres de la Bible), alors que des savants y repèrent plusieurs origines différentes ? Jésus a-t-il simplement voulu fonder une Église ? Quelle est la vérité du dogme ? Quelle légitimité pour son développement ? Face à toutes ces questions qui semblaient saper parfois les fondements de la foi, on assista à une réaction de grande ampleur : condamnation du modernisme par l'encyclique *Pascendi* (1907), décret du Saint-Office *Lamentabili* condamnant des propositions erronées (tirées notamment de Loisy et Tyrrell), décrets de la commission biblique qui entravent pour longtemps le travail des exégètes, puisqu'ils attribuent le Pentateuque à Moïse (1906), attribuent un seul auteur au livre d'Isaïe (1908),

affirment le caractère historique des trois premiers chapitres de la Genèse sur la création du monde et de l'homme (1909), attribuent nombre de Psaumes à David, selon la tradition (1910). Des comités de vigilance sont mis en place afin de surveiller la production d'exégètes, philosophes, théologiens. Un serment antimoderniste est aussi bientôt exigé de tous les candidats à la prêtrise. Une fois encore, l'Église semblait se barricader pour résister aux agressions d'un monde décidément bien hostile.

Pourtant, l'annonce de Jean XXIII n'est pas née de rien. Son attitude plus bienveillante à l'égard du monde est aussi celle de son époque, en Occident du moins, les *golden sixties*, période de mutations accélérées, d'avènement d'une société du confort grâce à la production en masse d'objets désormais accessibles au plus grand nombre. Pour Jean XXIII, le monde n'est pas nécessairement le mal, le catholicisme n'est pas univoquement un contre-poison contre les erreurs du temps. Optimisme qui se fondait aussi sur une relative détente dans les relations internationales entre les deux grands blocs de la guerre froide. Jean XXIII estime, lui, qu'il faut dialoguer avec l'est, ce qui tranche avec le virulent anticommunisme de Pie XII, qui avait abouti au décret du Saint-Office de juin 1949, interdisant l'administration des sacrements aux militants du parti communiste. Naît l'espoir que Jean XXIII et le concile permettent à l'Église d'effectuer elle aussi sa mue dans cette période de bouleversements rapides, de « sortir de la Contre-Réforme » voire de « l'époque constantinienne », pour reprendre des expressions alors en vogue.

C'est que, pour en terminer avec cette présentation du contexte, l'Église catholique de ce long XIX^e siècle n'était pas une Église pétrifiée, mais était travaillée par de nombreuses aspirations. Aussi grand qu'ait été l'intransigeantisme, il s'est accompagné aussi

d'un grand élan pastoral. Que l'on songe aux missions, intérieures comme extérieures, à la floraison de congrégations, aux initiatives de laïcs comme Frédéric Ozanam ou Pauline Jaricot... C'est même un bouillonnement intellectuel et apostolique qui caractérise la période qui court de l'après première guerre mondiale au concile, avec un renouveau dans plusieurs domaines, sans lequel le concile n'aurait pu être ce qu'il a été.

Dans la liturgie tout d'abord, pour une liturgie plus participative. Pour cela, étaient diffusés des missels bilingues, grâce à l'initiative de Dom Lambert Beauduin en Belgique et en France, de Joseph Stedman aux États-Unis (*My Sunday Missal* est rapidement traduit en de nombreuses langues), tandis que le jeune Joseph Ratzinger peut suivre la messe sur le Schott bilingue en Bavière. Pie XII encourage ce mouvement liturgique avec une encyclique *Mediator Dei*, en 1947, et avec un assouplissement du jeune eucharistique, ou le rétablissement de la vigile pascale.

Cette idée d'une plus grande participation des fidèles ne se limite pas à la liturgie. Le mot d'ordre est bien celui d'un christianisme incarné. Pour cela, l'Action catholique, qui a connu un très grand développement à partir de Pie XI, joue un rôle considérable. Elle permet, en effet, aux laïcs de ne pas être simplement des récepteurs passifs de la Parole, mais de jouer un véritable rôle dans la vie de l'Église, de prendre conscience de leurs responsabilités de chrétiens dans un monde sécularisé. Il n'est sans doute pas anodin que Pie XII ait ainsi dit des laïcs qu'« ils sont l'Église ». Rien d'étonnant alors de voir les préoccupations missionnaires prendre une place toute particulière, puisqu'il se dit désormais que même les vieux pays de chrétienté sont des pays de mission, comme l'avaient écrit en 1943 les abbés Godin et Daniel dans un livre retentissant.

Des évêques légats du pape dans un catéchisme populaire de 1935, tiré de Paul Christophe, *Le concile Vatican I*, Cerf, 2000.

Le bouillonnement théologique n'est pas pour rien dans ce renouveau. Des théologiens veulent sortir de réflexions purement académiques, qui ne semblent jamais concerner les hommes d'ici bas, pour adopter une démarche plus inductive : qu'est-ce que la théologie peut dire aux hommes d'aujourd'hui, que peut-elle répondre à leurs angoisses, comment peut-elle porter leurs espoirs ? Pour cela, des théologiens vont chercher du côté des Pères de l'Église, qu'ils estiment pouvoir nourrir l'âme (Henri de Lubac et Jean Daniélou fondent ainsi *Sources chrétiennes* en 1942 pour la publication des Pères de l'Église). Ils réfléchissent aussi à ce qu'est l'Église, en mettant davantage en avant le rôle de l'Esprit dans sa vie, dans la constitution d'un Corps, ce qui permettait d'être moins obnubilé par les questions d'institutions, de hiérarchie et de pouvoirs. Yves Congar, déjà remarqué pour sa réflexion sur le champ œcuménique, explore aussi le rôle du laïc.

Pourtant, il serait bien exagéré de dire que, à la veille du concile, ce bouillonnement était partout accepté sans appréhensions. La fin du pontificat de Pie XII se caractérise par une série de coups d'arrêt douloureusement ressentis. Celui qui avait encouragé le mouvement liturgique, la recherche exégétique (encyclique *Divino afflante spiritu*, 1943), qui avait tenu compte du renouveau de l'ecclésiologie avec l'encyclique *Mystici corporis* (1943), est aussi celui qui publie l'encyclique *Humani generis* en 1950, comprise comme une condamnation de la « nouvelle théologie ». L'une de ses principales figures, le jésuite Henri de Lubac, est écartée de l'enseignement



pendant dix ans. L'expérience des prêtres ouvriers est arrêtée en 1954, car les états de prêtre et d'ouvrier semblent incompatibles. Teilhard de Chardin, qui cherchait à montrer que les catholiques n'ont pas à se sentir perdus face aux découvertes scientifiques qui bouleversaient la conception du monde, et qu'ils n'ont pas à fuir ce monde, voit ses publications non strictement scientifiques ne paraître que très difficilement. Pie XII s'isole de plus en plus sous le poids écrasant de sa charge.

Ainsi, l'Église était-elle travaillée, en Occident du moins, par de profondes aspirations au renouveau, à l'incarnation, à la prise en compte du fait, que, comme l'avait écrit Emmanuel Mounier dans l'entre-deux-guerres, l'âge de la chrétienté était à tout jamais révolu. C'est dans un monde nouveau qu'il fallait penser et vivre ce catholicisme. Après les raidissements du dernier Pie XII, le concile allait-il permettre à ces aspirations multiples de s'exprimer ?